

De Saint-Omer au *Stamp Act*. L'éducation de Charles Carroll of Carrollton à l'épreuve américaine

1 – La crise du *Stamp Act* : simple secousse ou véritable séisme ?

Charles Carroll est à Londres lorsqu'il apprend le projet du gouvernement anglais de taxer divers documents. Il en informe ainsi son père dans une lettre datée du 27 février 1764. Plusieurs éléments mènent à la taxation des colonies par la métropole anglaise. Nous évoquions en introduction l'explosion de la dette, creusée notamment par la Guerre de Sept Ans. L'Angleterre et ses colonies américaines étaient liées par un sentiment d'unité en temps de guerre. La paix revenue amenait maintenant la métropole à reconsidérer les revenus tirés de ses colonies.

La raison économique est en effet le principal argument de la métropole en faveur d'une taxation accrue des colonies. Devant la demande grandissante de produits exotiques et devant un recours de plus en plus régulier à la contrebande, la Grande-Bretagne avait, comme le note Bernard Cottret, le sentiment de se contenter « d'imposer une loi ». Dès la signature du traité de Paris, en 1763, une série de mesures fiscales concernant les colonies fut envisagée. Ce fut d'abord le cas avec le *Sugar Act* de 1763, qui avait pour but de remplir les caisses locales et de soutenir un protectionnisme colonial classique. Cette mesure eut des répercussions pour de nombreuses colonies, notamment celles qui commerçaient avec les Antilles françaises et espagnoles pour produire du rhum par exemple. Le *Currency Act* de 1764 étendit l'interdiction faite à la Nouvelle-Angleterre d'émettre des billets de banque à toutes les colonies. Le *Currency Act* avait pour but de renforcer la livre sterling et de favoriser la circulation de monnaie sonnante et trébuchante. Il eut un impact considérable en Amérique, puisqu'il étouffa une économie coloniale en manque de liquidités.

À ces mesures déjà impopulaires vint s'ajouter le *Stamp Act*, en 1765. La mesure fut pourtant discutée, contestée avant d'être mise en application. Surtout, elle acheva de convaincre les deux camps que leur position était légitime : les colonies ne voulaient pas être imposées par un Parlement qu'elles n'avaient pas élu, la métropole estimant quant à elle que les colonies étaient sous l'autorité juridique du Parlement.

Plus qu'une véritable secousse, cette crise du *Stamp Act* traduisait deux visions différentes du lien entre la Grande-Bretagne et ses colonies. En pleine crise du *Stamp Act*, le gouverneur du Massachusetts notait qu'en Grande-Bretagne, les gouvernements américains sont considérés comme des « corporations » tandis que les américains se voient comme

« d'authentiques Etats » qui ont seulement le même Roi. Seulement, ces authentiques Etats, après avoir réagi séparément comme ils le font à l'accoutumée, décident d'envoyer une réponse commune. C'est ainsi que neuf colonies se réunissent, à l'initiative du Massachusetts, en Congrès à New York. Le *Board of Trade* souligne par ailleurs qu'il s'agit de la première fois qu'un tel rassemblement a lieu. Cette première union politique mène des colonies auparavant fières de leurs spécificités à faire front commun pour s'opposer à la métropole.

Le Maryland fait partie des neuf colonies ayant envoyé des délégués au *Stamp Act Congress*. Colonie dont l'économie repose essentiellement sur l'agriculture, le Maryland vit des temps difficiles au sortir de la Guerre de Sept Ans. La crise économique qui suit la guerre fait s'effondrer le marché du tabac, principale culture dans le Maryland. En 1765, en pleine crise du *Stamp Act*, les prix du tabac sont au plus bas. La dépression économique touche tout le monde, y compris les plus aisés. George Hunter, supérieur de la mission jésuite dans le Maryland, écrit ainsi que Charles Carroll of Annapolis, père du signataire, ne put consentir à lui prêter de l'argent à cause de la conjoncture économique. Suivant leurs homologues de New York et de Philadelphie, les marchands du Maryland s'entendirent pour ne pas importer de biens anglais, afin de montrer leur désapprobation.

2 – Charles Carroll of Carrollton entre Angleterre et Amérique

La période du *Stamp Act* correspond au moment où Charles Carroll est entre Angleterre et Amérique. La lettre qu'il envoie de Londres le 27 février 1764 est l'unique lettre concernant le *Stamp Act* envoyée depuis l'Angleterre par Charles Carroll. À cela plusieurs explications. Tout d'abord, Charles Carroll est sur le départ. En effet, il quitte Londres en fin d'année 1764. Surtout, Charles Carroll pense à d'autres sujets à cette époque, et notamment au mariage. Il cherche en effet à se marier avec une catholique anglaise, Louisa Baker. Charles Carroll repousse même son retour tant attendu dans l'espoir de se marier avec Louisa Baker et de l'emmener en Amérique. Après l'échec de ce mariage, il rentre donc à Annapolis.

En 1764, la politique est chose nouvelle pour Charles Carroll. Il est alors un jeune homme de 27 ans qui doit d'abord songer à se marier, ce qui ne l'empêche pas de découvrir les débats de la Chambre des Communes. En effet, grâce à William Graves, évoqué en introduction, il est introduit dans des cercles d'hommes politiques de premier plan. Il dîne avec eux et se fait inviter pour assister aux débats de la *House of Commons*. Charles Carroll rend alors compte de cette visite à son père en donnant la nature du débat et les arguments de chaque parti. Le jeune Charles correspond régulièrement avec son père, ce qui lui permet de garder un lien avec sa

terre natale. Il lui fait un compte rendu de l'actualité politique et militaire, il rend compte de ses discussions et rencontres et lui envoie ses livres de compte. C'est dans une de ces lettres qu'il écrit, laconiquement, que le Parlement songe à taxer les colonies à travers les timbres, les journaux, etc.

Cela contraste fortement avec le vocabulaire employé par Charles Carroll, devenu entre-temps Charles Carroll of Carrollton, lorsqu'il s'adresse à Christopher Chapman Bird, depuis le Maryland en septembre 1765. Il y écrit alors que si le *Stamp Act* est appliqué, ce serait alors la fin de leur « liberté, [leur] propriété, [leur] existence ». Plus généralement, la crise du *Stamp Act* et le passage en Amérique semblent changer profondément Charles Carroll of Carrollton. S'il rend compte laconiquement des mesures prises par le Parlement lorsqu'il est à Londres, ne mentionnant qu'une seule fois le projet du *Stamp Act*, il s'y oppose farouchement dans sa correspondance lorsqu'il est en Amérique. En effet, le *Stamp Act* est le sujet principal de pas moins de sept lettres entre septembre et décembre 1765.

Ce changement d'attitude vient de plusieurs facteurs. Tout d'abord, la nature des correspondants de Charles Carroll of Carrollton change. Alors qu'il correspondait principalement avec son père lorsqu'il était à Londres, Charles Carroll correspond cette fois avec plusieurs personnes situées en Angleterre. Il nous est alors plus facile de déceler le point de vue politique de Charles Carroll dans des lettres bien plus engagées que la correspondance plus personnelle qu'il entretenait avec son père. Il nous faut cependant voir plus loin. La traversée de l'Atlantique a provoqué un changement profond chez Charles Carroll. Rappelons que lorsqu'il rentre à Annapolis, il vient de passer dix-sept ans en Europe. Charles Carroll a donc tout d'un homme européen, qui a baigné dans un environnement socioculturel européen. Ses discussions dans les différents *coffeehouses* londoniens l'ont confronté au point de vue anglais sur les colonies et il était peut-être moins sensible aux arguments américains. Cependant, le changement d'environnement, à la fois culturel, social et politique est radical lorsqu'il rentre en Amérique. À Annapolis, sa priorité est d'assurer la continuité économique de la famille dans un contexte politique et économique rendu difficile par son statut de catholique. En effet, à tout moment, la famille Carroll peut se faire saisir ses biens si les lois anticatholiques sont appliquées. Ses soucis matrimoniaux résolus, Charles Carroll of Carrollton entend donc étendre et sécuriser sa richesse. Ce changement de situation, à la fois familiale et personnelle, pousse Charles Carroll à défendre les intérêts coloniaux. D'une situation londonienne où il était dans un réseau de sociabilité anglais avec peu de responsabilités, Charles

Carroll passe à une situation américaine où il est responsable des intérêts de sa famille dans un environnement hostile à la métropole.

3 – Une étape importante de l’itinéraire intellectuel de Charles Carroll of Carrollton

L’adoption du *Stamp Act* marque un tournant dans l’itinéraire intellectuel de Charles Carroll of Carrollton. Cela éveille sa conscience politique et lui permet de confronter ses idées européennes au réel américain.

Charles Carroll of Carrollton écrit à de nombreuses reprises à propos du *Stamp Act* entre septembre 1765 et mars 1767. Dans ces lettres, il construit son opposition au traité à travers deux grands principes politiques : le célèbre *no taxation without representation* et la défense de la liberté et de la propriété. Si le premier argument est repris par l’ensemble des contestataires, le second tient plus à l’éducation et au point de vue politique de Charles Carroll. Il explique ainsi ce point de vue dans une lettre adressée à William Graves. Dans cette lettre, il écrit que le préambule du *Stamp Act* – le fait des taxer les colonies – est aussi « alarmant que l’acte en lui-même ». Il poursuit en argumentant que donner un pouvoir sans limite à un groupe d’hommes aussi lointain et qui n’est pas immédiatement touché par ces taxes est un danger pour leur propriété. Il continue en demandant de façon rhétorique s’il faut faire confiance au Parlement anglais. Dans une lettre suivante, adressée à Christopher Chapman Bird, un correspondant anglais, Charles Carroll of Carrollton poursuit en écrivant que si le *Stamp Act* était appliqué, notamment par les armes – il utilise le terme de *tyrannical soldiery* – ce serait la fin de « leur propriété, leur liberté et leur existence ».

Cette pensée politique autour de la propriété et de la liberté n’est pas nouvelle chez Charles Carroll of Carrollton. En effet, en 1760, alors qu’il est à Londres, il expliquait déjà dans une lettre à son père que « les anciens, tout du moins les plus sages, pensaient que la propriété, la liberté et la sécurité des individus n’étaient jamais trop protégés du pouvoir ». Cette référence aux « anciens » est récurrente pour Charles Carroll. Il tire cela de ses études en Europe et notamment chez les Jésuites. Sa défense de la liberté civile face à un pouvoir mal équilibré trouve sa source dans les écrits politiques de Cicéron, un des premiers penseurs qu’il étudie à Saint-Omer.

Face au *Stamp Act*, Charles Carroll of Carrollton mobilise donc ses idées européennes et fait appel aux penseurs antiques pour construire son argumentaire. Il ne s’arrête pas là. En effet, la notion de propriété, au sens large du terme, fait notamment appel aux travaux de John Locke. Ce dernier, comme Charles Carroll, voit la propriété comme limite infranchissable

pour tout pouvoir, notamment le pouvoir législatif. Pourtant, les travaux de Locke ne semblaient pas inspirer Charles Carroll au cours de son éducation puisqu'il écrit à son père en 1757 qu'il ne sert à rien de les acheter car « ils ne lui seront pas d'un grand service ».

Finalement, c'est l'équilibre des pouvoirs qui se révèle être la pierre angulaire de la pensée de Charles Carroll lors de cette crise du *Stamp Act*. Pour le futur signataire, le Parlement anglais doit garantir la liberté civile et la propriété naturelle des hommes. Cette liberté se mue en liberté législative concernant les colonies. Charles Carroll se garde d'ailleurs bien d'attaquer le monarque qui est pour lui le seul à qui les colonies doivent se référer, ce qui donne lieu à des débats écrits avec son ami William Graves.

GUILLAUME PRUVOST